LES RÉVOLUTIONS TUNISIENNE ET ÉGYPTIENNE, DU POINT DE VUE DES FEMMES ET DES DÉFENSEUR-ES DES DROITS HUMAINS*

ou à quoi sert la révolution si on ne peut pas danser ?

DEPUIS le début de l'année, de grands bouleversements ont eu lieu sur les bords sud de la Méditerranée. Alors que plus personne n'osait en rêver, les dictatures qui semblaient les mieux enracinées ont été balayées par une vague de fond réclamant la liberté, la dignité et la justice.

Ainsi en fut-il en Tunisie d'abord, puis en Égypte.

Quoique ces événements ne se soient pas passés sans violence et sans douleur, l'impression générale que l'on en garde est celle d'une explosion de solidarité et de liberté, d'une ouverture heureuse sur tous les possibles. Cette impression est sans doute redoublée par le fait que les femmes, nombreuses et actives, apparurent soudain tellement visibles et tellement à l'aise sur une scène habituellement masculine.

Les dictateurs sont chassés, les révolutions sont en cours : qu'en est-il, quelques mois plus tard, de ce mouvement prometteur, créatif et joyeux du combat de femmes et d'hommes engagé-es pour l'égalité et la liberté ?

UN CHANGEMENT TRÈS RELATIF

Avant la révolution, le paysage associatif tunisien présentait un grand nombre d'organisations factices, contrôlées par le clan Ben Ali, et de très rares regroupements autonomes pour les droits humains dont quelques associations de femmes. Depuis la révolution, ces associations autonomes apparaissent comme les seuls îlots organisés dans un pays jusque là complètement verrouillé, et reçoivent soudain une multitude de demandes d'adhésion. N'ayant jamais eu la possibilité de développer les capacités organisationnelles pour faire face à une telle situation, elles enjoignent les femmes à créer leur propres associations avec leur appui.

Du côté égyptien, autre cas de figure : avant la révolution, l'Égypte comptait déjà de nombreuses associations autonomes, dont plusieurs dizaines engagées pour l'égalité et les droits humains. Mais celles-ci se trouvaient souvent noyées par de nombreuses ONG dont le but était plus la captation de fonds que le changement. Elles devaient en outre supporter de voir les femmes égyptiennes représentées dans les conférences internationales par le Conseil National des Femmes, créé et présidé par l'épouse du Président, Susan Moubarak. [1]

Dans chacun des pays, et comme dans toute révolution, des tractations se mettent en place entre les différents camps politiques autour des instances de pouvoir et des instances de mise en place de la transition démocratique.

Mais comme dans toute révolution, les femmes se trouvent peu à peu exclues du jeu politique.

En Tunisie, après un premier gouvernement provisoire qui avait décidé à la quasi unanimité, de ne pas lever les réserves faites à la CEDAW[2], un second gouvernement est aujourd'hui en place comptant parmi les 22 ministres, seulement 2 femmes. Elles sont chargées l'une du Ministère des affaires de la femme[3] et la seconde du Secrétariat d'État auprès du ministre de l'Enseignement supérieur.

Les partis, de plus en plus nombreux, ne comptent guère plus de femmes dans leurs organes de décision : une seule femme est secrétaire générale d'un d'entre eux.

Parallèlement, beaucoup de femmes indépendantes s'engagent fortement dans la mise en œuvre de la transition démocratique.

Elles étaient très nombreuses, lors de la Conférence nationale des femmes pour l'égalité et la citoyenneté organisée en mars à Tunis, à insister sur la nécessité de l'instauration d'une Constitution stipulant l'égalité et la séparation du religieux et l'État, impliquant donc la parité dans les instances de décision, la levée des réserves, une citoyenneté pleine et entière[4].

Plusieurs d'entre elles ont été appelées, peu après la conférence, à faire partie de la « Haute Instance de sauvegarde de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique ».

Elles y ont défendu – et gagné le 11 avril ! – l'instauration de la parité pour l'élection de l'Assemblée constituante prévue le

1. Depuis la révolution, les associations de femmes se sont mobilisées pour dénoncer le fait que cette organisation n'a jamais condamné les violations perpétrées contre les Égyptiens pendant la révolution. Elles demandent la mise en place d'un comité formé par consensus par les organisations de femmes et la société civile, composé de femmes connues pour leur indépendance, leur intégrité et leur efficacité, qui aurait pour rôle de représenter les femmes égyptiennes et d'assurer la participation des femmes dans la construction de la vie politique.
2. L'Etat tunisien avait mis des réserves basées sur une interprétation conservatrice des textes religieux musulmans à sa signature de la Convention pour l'Elimination des Discriminations envers les Femmes.
3. Que les féministes appellent à transformer en Ministère de l'égalité.
4. Cela a été l'occasion de présenter le manifeste des femmes pour l'égalité et la citoyenneté http//www.manifeste pour légalité et la citoyenneté.

** Cet article s'appuie essentiellement sur les nombreux témoignages recueillis auprès des principales actrices des mouvements tunisien et égyptien. La complexité de la conjoncture implique inévitablement que certaines données puissent subir des modifications dans un avenir proche.*

24 juillet. Grâce à ce vote, toutes les listes devront impérativement être paritaires et faire figurer en alternance des candidats hommes et femmes. L'article prévoit également que toute liste qui ne respecterait pas cette parité serait invalidée. La bataille était ardue car la Haute Instance rassemble aujourd'hui 161 personnes dont seulement trente cinq femmes, certains défenseurs de la démocratie comme la Ligue des droits de l'homme et l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens n'ayant nommé aucune femme pour les représenter.

Ce fut l'occasion d'observer que lorsqu'il s'agit des femmes, les frontières entre démocrates et conservateurs sont facilement brouillées : certains partis dits progressistes défendent la proposition d'un quota de 25 %, jugée bien suffisante, alors que parmi les 51 % des hommes favorables à la parité se trouvent des membres du parti islamiste Nahda.

En Égypte, le nouveau gouvernement compte parmi 24 ministres, deux femmes : la ministre de la solidarité et de la justice sociale déjà ministre sous Moubarak et la ministre de la coopération internationale. Le Comité national chargé de la rédaction de la nouvelle constitution, qui a fini sa mission aujourd'hui, ne comptait pas une femme ni même un homme ayant une sensibilité féministe. Son projet de constitution stipule d'ailleurs que le président de la république doit être marié à une femme égyptienne, soulignant ainsi, outre leur xénophobie, l'incapacité de ses rédacteurs d'imaginer une femme à la présidence. Cent dix-sept organisations dont les associations de femmes ont signé une lettre de protestation contre ce projet de constitution. Elles demandaient qu'un comité d'une centaine de personnes venant d'horizons divers soit chargé de sa rédaction et que celle-ci soit basée sur l'égalité, la protection des droits humains et de la citoyenneté. Malgré leur campagne de dénonciation, cette constitution discriminatoire fortement soutenue par les intégristes, a été adoptée par référendum le 20 mars dernier.[5]

DES OMBRES MENAÇANTES

Ainsi on le voit, les femmes doivent défendre pied à pied ce qu'elles appellent, dans un pays comme dans l'autre, les principes de la révolution : la liberté, l'égalité, la dignité.

Elles, et les hommes qui partagent leur rêve d'une société plus ouverte, plus égalitaire, doivent affronter deux dangers, très similaires dans leur dessein de domination servi par l'usage de la violence. Le premier danger est généré par ceux qui ont été renversés par ces révolutions, le second par ceux qui y ont participé mais pour étendre sur la société leur propre chape de plomb.

Les premiers agissent à tous les niveaux, tentant de se maintenir à des postes de décision, créant des sabotages et une situation de violence larvée préoccupante.

En Tunisie, il s'agit plutôt d'une atmosphère de confusion, d'incivisme et d'agressivité latente, qui pourrait être volontairement entretenue.

En Égypte, on relate une violence exercée par l'armée, une armée qui pourtant semblait se poser comme garante de la révolution. Depuis les premiers jours de soulèvement, les témoignages affluent et démontrent qu'elle n'a en fait jamais cessé d'arrêter et de torturer les personnes considérées comme subversives. 18 femmes arrêtées par des militaires le 9 mars dernier ont ainsi témoigné avoir été battues, menacées d'être poursuivies pour délit de prostitution, torturées à l'électricité, soumises à des fouilles corporelles puis à des tests de virginité tandis que de soldats les photographiaient nues.

Les seconds sont les tenants du mouvement intégriste : d'une part les intégristes dits modérés et d'autre part les intégristes radicaux, les Salafistes. Ils s'organisent et développent leurs actions dans la lignée des partis d'extrême droite du monde entier.

En Tunisie, parmi les partis islamistes, cinq ont été agréés, les autres ont déclaré d'emblée refuser la démocratie et se sont vu refuser l'agrément.

Leur stratégie adopte plusieurs visages. Civiques, ils nettoient les quartiers envahis par les ordures laissées par les municipalités et votent favorablement pour la parité. Pratiques, ils prennent peu à peu le contrôle de toutes les mosquées, achètent les voix pour les votes et manifestent pour le port du niqab et le retour au foyer pour les femmes. Violents, ils empêchent des troupes d'artistes de jouer devant les enfants des camps de réfugiés, attaquent les manifestations pour la laïcité, mènent des campagnes de diffamation des femmes et de dénigrement des féministes actives, organisent le saccage d'un centre culturel...

En Égypte, la violence est depuis longtemps utilisée par les intégristes et exercée aujourd'hui à ciel ouvert: le 8 mars, la manifestation pour la journée internationale des femmes a subi une attaque mêlant violence physique et harcèlement sexuel de la part d'intégristes exprimant leur refus de la participation des femmes dans la sphère publique et politique. Depuis, de plus en plus d'informations nous parviennent qui signalent une escalade dans l'utilisation systématique de la violence par les Salafistes pour imposer leur vision de la moralité. Dans le gouvernorat de Munifia, la maison d'une femme célibataire déclarée par eux immorale a été assiégée et incendiée, la femme menacée de mort si elle s'avisait de revenir ; à Quena, un Copte, accusé de faire de sa maison un bordel fut soumis à des sévices physiques et sa voiture incendiée. Et de plus en plus nombreuses sont les femmes qui reçoivent sur Facebook, la menace d'être punies si elles ne mettent pas les vêtements « légitimes ».

5. Depuis la rédaction de cet article, une avancée positive est à signaler : le Comité des plaintes et des propositions de l'Assemblée du Peuple a approuvé ce 16 avril le projet de loi contre le harcèlement sexuel présenté par la députée Georgette Qllini.

En même temps que ces agressions ouvertes, un travail de propagande souterrain inquiète beaucoup les associations de femmes égyptiennes : il s'agit des appels à abroger toutes les lois concernant les droits des femmes et des enfants, sous prétexte qu'elles ont été édictées sous l'influence de l'épouse de l'ex-président, Susan Moubarak. Ces lois qui n'étaient pas égalitaires, protégeaient au moins une partie des droits. Les associations de femmes s'insurgent contre ce prétexte, qu'elles considèrent comme une insulte à celles et ceux qui se sont battus depuis 1919 pour la reconnaissance des droits humains dans la société égyptienne. Elles demandent au Conseil militaire et au gouvernement de transition et à toutes les personnes et organisations concernées en Égypte de prendre une position claire contre ces tendances réactionnaires et de défendre les droits des femmes selon les principes de la révolution.

DES FRONTS MULTIPLES ET DES FEUILLAGES[6]

Ainsi tout s'accélère et le temps, suspendu dans un instant magique de solidarité, d'attention, de conscience pleine d'humanité, a repris son rythme et avec lui, les porteurs de haine et les chercheurs de profit accélèrent leurs plans.

Les femmes qui en temps de répression politique et de fermeture antidémocratique maintenaient des espaces de rencontres, de réflexion, de veille, et s'appuyaient sur les réseaux internationaux pour défier les lois et gagner en force, se trouvent aujourd'hui les seules à même de porter les revendications féministes dans les nouvelles instances de décision.

Elles sont obligées, même lorsque ce n'est pas particulièrement leur terrain d'action au départ, d'investir tous les lieux où se prennent les décisions pour la gestion future de leur pays afin de ne pas être, après tant d'autres femmes avant elles, les grandes oubliées de leur révolution.

En même temps en tant qu'illustration – voire même allégorie !- de la révolution en marche, elles sont extrêmement sollicitées par les media et les institutions diverses (coopérations, CE, ONU) et elles doivent répondre à ces sollicitations, qui leur donnent aussi l'opportunité de véhiculer leur message ou de trouver des soutiens.

Les femmes engagées doivent donc œuvrer sur tous les fronts ; dans le domaine privé comme toujours : pour leur famille et leur travail car peu sont salariées de leur organisation, dans le domaine public : dans leur propre organisation de femmes, dans les instances de suivi du processus démocratique/révolutionnaire, dans les relations publiques au niveau national et international.

Elles sont continuellement sous pression qu'il s'agisse de réagir aux nouveaux événements de la vie politique, de répondre à toutes les attaques d'une construction dite démocratique mais prête à évincer les femmes et les personnes hors-norme dominante, ou enfin de supporter les complications de la vie quotidienne dans un pays en plein bouleversement.

Aujourd'hui, il leur faut se ménager des espaces pour réfléchir à la stratégie qu'elles doivent mettre en place, aux alliances qu'elles doivent absolument consolider, aux actions urgentes qu'elles doivent entreprendre collectivement, au-delà de leurs divergences de point de vue. Cela est compliqué par le fait qu'avec la soudaine liberté d'expression couplée au redéploiement politique, elles font l'expérience des débats interminables sur des points de désaccords autour de questions mineures qui se terminent en frustration et en lassitude.

Mais, fait très nouveau historiquement, malgré les obstacles qu'elles trouvent sur la route, elles ont en leur faveur l'aspiration clairement affirmée par celles et ceux qui ont fait ces révolutions méditerranéennes à plus de justice, de dignité et de liberté, venue faire écho aux valeurs qu'elles portent depuis toujours et elles en sont renforcées.

Le défi du mouvement des femmes et des défenseur-es de la démocratie est de partir de cette pulsion de vie, largement portée par les jeunes, et de construire un mouvement de pensée et d'action autour de cet axe ; cela demande de sortir des sentiers battus du militantisme conventionnel, de mettre en place d'autres formes d'organisation, souples et solides.

En ces moments d'urgence, les femmes doivent être réactives pour lutter pied à pied contre ce que le courant dominant leur concocte. Elles doivent aussi et surtout être une force de proposition créative pour entraîner dans leur mouvement les partisans d'un monde généreux. A nous à présent de manifester notre solidarité en partageant nos expériences, nos succès, nos savoir faire en matière d'organisation des groupes et de mise en valeur des potentialités.

par Caroline Sakina Brac de la Perrière,
Avril 2011

6. En référence au poème de Louis Aragon « .. un jour de palme, un jour de feuillages au front, un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront… ».

LETTRE DES BORDS DE LA MÉDITERRANÉE
Lettre d'information du Fonds pour les femmes en Méditerranée (MedWomenFund)
Adresse :
47, place du Millénaire - 34000 Montpellier - France
www.medwomensfund.org
email : lettre.info@medwomensfund.org
Tél. / fax. : 00 33 - (0)4 67 67 08 73
Lettre semestrielle et gratuite